



## Décision individuelle N° 2022-171

**Pétitionnaire :** GEOLITHE – Agence Méditerranée

**Adresse :** 613 avenue de Grasse 06 370 MOUANS-SARTOUX

**Nature de la demande :** *atteinte, prélèvement, détention, transport, emport en-dehors du cœur du parc national de minéraux*

**Intitulé du projet :** Caractérisation géotechnique des terrains dans le cadre de la reconstitution de la piste communale de Peyre-Blanche - régularisation

**Localisation :** vallon de Mollières, communes de Saint-Sauveur-sur-Tinée

**La Directrice de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,**

**Vu** le code de l'environnement et notamment les articles L.331-4-1 et R.331-65,

**Vu** le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment son article 3,

**Vu** le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la Charte modifiée du Parc national du Mercantour, notamment la modalité 2 d'application de la réglementation dans le cœur,

**Vu** l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des parcs nationaux, notamment les articles 3 et 4,

**Vu** la décision n°2020-353 du 25 novembre 2020, donnant délégation permanente de signature à la directrice-adjointe de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

**Considérant** la demande formulée en date du 1<sup>er</sup> mars 2022 par Monsieur SQUILLACI André, ingénieur géotechnicien au sein de l'agence Méditerranée de GEOLITHE ainsi que les compléments apportés le 07 avril 2022,

**Considérant** que la demande porte sur une régularisation administrative de prélèvements de sols effectués dans le cœur du Parc national, avec emport dans le but d'en étudier les caractéristiques géotechniques,

**Considérant** que ces prélèvements ont été réalisés dans le cadre de l'étude de reconstruction de la piste communale de Peyre-Blanche, qu'ils ont été réalisés à l'aide d'outils manuels en présence d'un agent du Parc national du Mercantour,

**Considérant** que ces prélèvements ont été réalisés au sein des talus aval et en pied de talus amont sur des zones déjà impactées par des glissements de terrain, en conséquence de quoi ils n'ont pas généré d'impact sur la flore ou la faune sauvages subsistant après crue,

## DÉCIDE

### **Article 1 : Identité du bénéficiaire – Nature de la demande**

1.1. A titre de régularisation, le cabinet d'expertises GEOLITHE [SIRET : 38780859500103 ] est autorisé à détenir en dehors du cœur de parc national, des échantillons d'alluvions et graves mélangées prélevés dans le cœur du parc national pour les besoins de l'étude de reconstruction de la piste de Peyre-Blanque (commune de Saint-Sauveur-sur-Tinée).

1.2. Ces échantillons représentent 8 prélèvements de 35 kg chacun environ (280 kg extraits).

### **Article 2 : Prescriptions**

La présente décision de régularisation est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

2.1. Les résultats de l'étude géotechnique de ces échantillons devront figurer dans l'avant-projet de reconstruction de la piste de Peyre-Blanque et être commentés en terme de conséquences sur les options et choix techniques retenus.

2.2. La localisation précise de chaque prélèvement devra figurer sur un fond de carte IGN dans l'avant projet concerné.

### **Article 3 : Durée**

La présente autorisation est délivrée à titre de régularisation, pour les prélèvements effectués le 02 mars 2022 à l'exclusion de tout autre.

### **Article 4 : Mesures de contrôle**

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles dans les conditions mentionnées aux articles L.170-1 et suivants du code de l'environnement, notamment par les agents de l'Établissement public du Parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

### **Article 5 : Autres obligations**

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du parc national. Elle ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations en vigueur ni des droits des tiers.

### **Article 6 : Sanctions**

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

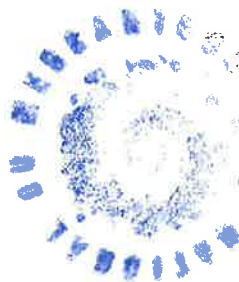
### **Article 7 : Responsabilité**

L'Établissement public du Parc national du Mercantour décline toute responsabilité concernant la sûreté et la sécurité de l'activité.

## Article 8 : Publication

La présente autorisation sera notifiée au bénéficiaire et publiée pour l'information des tiers au recueil des actes administratifs de l'Établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 5 mai 2022



La Directrice-adjointe  
du Parc national du Mercantour

Sandrine GRANDFILS

Copie :  
- service territorial Tinée

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.